

**Le conseil du territoire  
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48

Excusés : 23

Absents : 9

**REUNION DU 16 DECEMBRE 2024**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le LUNDI SEIZE DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le DIX DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-QUATRE, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT**

**PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie.

**EXCUSES**

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, Mme MEKKI Chérifa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François,

**AYANT  
DONNE  
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. RAMADIER Alain, M. BAILLON Jean-François, M. MANGIN Anthony, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. LAPORTE Pierre, Mme FILIPOVIC Biljana, M. CARRE Julien, M. DACHIVILLE Romain, Mme ELSODY Arhella, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. JIAR Youssef, M. BLANCHET Stéphane, Mme YERRO Georges-Marie, M. PRUNIER Gérald, Mme VALLETON Martine, M. CHAUSSAT Jacques, Mme FAOUZI Hanane, Mme MEGHRAOUI Gemmila,

**ABSENTS**

Mme ADLANI Farida, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MEIGNEN Thierry, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, Mme YOUSOUF Mélissa.

**SECRETAIRE  
DE SEANCE**

M. Olivier GUYON

**DELIBERATION N°169 – FONCIER - DELIBERATION RECTIFICATIVE D'ERREUR MATERIELLE DE LA DELIBERATION N°161 DU 18 DECEMBRE 2023 CONCERNANT LA DELEGATION A LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PRIORITE DANS LES SECTEURS D'INTERET COMMUNAL**

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Virginie de CARVALHO,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.5219-5 et L.5211-9,

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.240-1 et suivants, R.211-1 et suivants, R.213-1 et suivants,

**Vu** la délibération n° 17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité,

**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité,

**Vu** la délibération n°57 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant sur la délégation à la commune de Tremblay-en-France de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,

**Vu** la convention d'intervention foncière entre l'établissement public foncier d'Ile-de-France, la commune de Tremblay-en-France et l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol signée le 2 septembre 2022,

**Vu** la délibération n°161 du conseil de territoire du 18 décembre 2023,

**Considérant** la délibération n°161 relative à la délégation à la commune de Tremblay-en-France de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20241216-169-16-12-2024-DE  
Date de télétransmission : 31/12/2024  
Date de réception préfecture : 31/12/2024

**Considérant** que la commune de Tremblay-en-France souhaitait disposer du droit de préemption urbain sur le périmètre de l'espace économique Charles de Gaulle au regard de l'intérêt que porte la commune sur ce secteur.

**Considérant** que la cartographie annexée à la délibération n°161 du conseil de territoire du 18 décembre 2023 n'indiquait pas expressément le périmètre de l'espace économique Charles de Gaulle.

**Considérant** que cette insuffisance est une erreur matérielle, et qu'il est donc nécessaire de rectifier la délibération n°161.


**Après en avoir délibéré :**

- **Approuve** la rectification de la délibération n°161 du conseil de territoire du 18 décembre 2023 par la nouvelle cartographie annexée mentionnant le périmètre de l'espace économique Charles de Gaulle,
- **Dit** que les autres éléments de la délibération n°161 du conseil de territoire du 18 décembre 2023 restent inchangés,
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Tremblay-en-France et au siège de l'EPT pendant un mois. Mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département. Par ailleurs, une copie de la délibération et de ses annexes sera adressée au directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux.
- **Précise** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et sera publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**Adopte à l'unanimité**

(70 voix pour, abstention : Rachid Belouchat)

  
Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**